



L'OMS adopte des amendements “dilués” au RSI et prévoit de réexaminer le traité sur les pandémies “d’ici un an”.

L'OMS a adopté une série de révisions du règlement sanitaire international juste avant la date limite du 1er juin, dans un résultat que l'agence a qualifié d'“historique”. Mais les critiques ont également crié victoire, soulignant que la version approuvée est dépourvue de la plupart des propositions auxquelles s'opposent les défenseurs de la liberté de la santé.

Par [Michael Nevradakis](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Mondialisation.ca, 08 juin 2024

[The Defender](#) 4 juin 2024

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a adopté une série de [révisions du Règlement sanitaire international](#) (RSI) juste avant la date limite du 1er juin, dans un résultat que l'agence a qualifié d'“[historique](#)”.

Toutefois, certains détracteurs des amendements ont qualifié cette victoire de pyrrhique pour l'OMS, notant que les amendements approuvés ne contiennent pas la plupart des propositions auxquelles s'opposaient les défenseurs de la liberté en matière de santé, qui invoquaient des risques pour la souveraineté nationale et les [libertés individuelles](#) et affirmaient que les propositions initiales promouvaient un système d'identification numérique.

Dans l'annonce qu'elle a faite à la suite de la conclusion de l'[Assemblée mondiale de la santé](#), qui s'est tenue la semaine dernière à Genève (Suisse), l'OMS a déclaré que les amendements “garantissent que des systèmes complets et solides sont en place dans tous les pays pour protéger la santé et la sécurité de toutes les personnes, où qu'elles se trouvent, contre le risque de futures flambées épidémiques et pandémies”.

Les négociateurs ne se sont pas mis d'accord sur une version finale de l'“[accord sur la pandémie](#)” – ou “traité sur la pandémie” – mais ont pris “des engagements concrets pour achever les négociations sur un accord [mondial](#) sur la pandémie dans un délai d'un an au plus tard”, a déclaré l'OMS.

Selon les Geneva Health Files, l'adoption des amendements au RSI est un résultat “capital” et “un témoignage du multilatéralisme” – bien que ce résultat ait également été décrit comme “une [grande victoire pour les États-Unis](#), entre autres, qui ont mené le processus d'amendements en 2021”.

Mais pour le [Dr Meryl Nass](#), interniste et fondatrice de [Door to Freedom](#), une organisation qui a fait pression contre les propositions de l'OMS, l'issue de l'Assemblée mondiale de la santé de cette année “a été une [grande victoire](#)”.

“Les mondialistes n’ont pratiquement rien obtenu de ce qui était important pour eux”, a écrit Mme Nass sur Substack. “Ils continueront à essayer. Nous continuerons à les arrêter. La réunion vient de se terminer. Le traité sur les pandémies doit être négocié pendant encore un an. Nous ne pouvons donc pas relâcher nos efforts, mais nous avons gagné la première manche.”

Notant que bon nombre des propositions les plus restrictives n’ont pas été retenues dans la série finale d’amendements, Mme Nass a écrit que l’Assemblée mondiale de la santé “[devait adopter quelque chose pour sauver la face](#)”, et qu’il était devenu évident pour les mondialistes qu’ils n’obtiendraient pas mieux en retardant leur décision”.

“Le traité sur les pandémies continuera d’être négocié, mais il a été en grande partie défait”, a ajouté Mme Nass. “Nous resterons vigilants. Nous continuerons à informer sur la préparation à la pandémie”.

S’exprimant lors d’une [conférence de presse à Genève](#) samedi, l’avocat suisse [Philipp Kruse](#) a déclaré que les amendements au RSI, même sous leur forme édulcorée, étaient le produit de la pression exercée par les États-Unis.

“D’intenses négociations se sont déroulées jusque tard dans la nuit, sous l’énorme pression des représentants des États-Unis, afin de parvenir à une conclusion”, a déclaré M. Kruse.

Au cours de la même conférence de presse, Shabnam Palesa Mohamed, directrice exécutive de Children’s Health Defense (CHD) Africa et fondatrice de [Transformative Health Justice](#), a déclaré que de nombreux États membres de l’OMS s’étaient plaints d’être “pressés” ou “menacés de devoir achever ce processus avec des amendements au RSI signés”.

Mais les experts ont également noté qu’en dépit de l’adoption d’une version diluée des amendements au RSI, la poursuite des négociations ne semble pas être à l’ordre du jour.

S’adressant au [Defender](#) après la conférence de presse de samedi, M. Kruse a déclaré : “Le mandat pour soumettre ces deux instruments juridiques au vote de l’Assemblée mondiale de la santé a été résilié”.

Pour [Steve Kirsch](#), fondateur de la [Vaccine Safety Research Foundation](#), ce résultat est le fruit d’une pression populaire à l’échelle mondiale, qui a conduit certains pays à refuser l’ensemble des propositions contenues dans les deux documents.

Maria Hubmer Mogg, candidate autrichienne aux élections parlementaires européennes de cette semaine, est du même avis. Elle a déclaré au Defender que “les gens se réveillent” dans le monde entier. En conséquence, les négociateurs de l’OMS et les partisans des deux propositions “se retirent, puis essaient à nouveau”.

“Cela fait partie de la réaction qui, je pense, aboutira à l’échec de cet assaut de l’OMS contre la souveraineté et la liberté en général”, a déclaré Frank Gaffney, fondateur et président exécutif du [Center for Security Policy](#), à The Defender.

[Joana Amaral Dias](#), candidate du Portugal aux élections législatives européennes, a déclaré au Defender lors d’un rassemblement organisé samedi à Genève pour s’opposer aux deux documents : “Les gens qui sont ici sont les germes du changement. Ils ont réussi – nous avons réussi – à stopper le traité sur les pandémies”.

“L’élan politique contre l’OMS est crucial car nous menons l’une des guerres les plus importantes. Si nous pouvons défendre notre santé et celle de nos enfants, nous accomplissons la tâche principale et la mission principale que chaque génération doit protéger”, a-t-elle ajouté.

Des “grosses balles” ont été “esquivées”.

Les amendements ne sont peut-être pas les plus remarquables pour leur contenu, mais pour ce qu’ils ont laissé de côté. [Selon Mme Nass](#), de nombreuses propositions cruciales n’ont pas été intégrées dans la série finale d’amendements, qualifiant ces éléments exclus de “[balles majeures](#)” qui ont été “esquivées”.

Il s’agit notamment du système d’accès aux pathogènes et de partage des bénéfices, des dispositions incorporant le concept « [One Health](#) » [\[Une seule santé\]](#) les mandats médicaux, les propositions de l’OMS pour ordonner aux pays d’adopter les lois qu’elle exige, la possibilité de déclarer des situations d’urgence pour des raisons non sanitaires et les propositions visant à fournir des clauses de non-responsabilité légales pour les vaccins et les traitements non homologués ou à exiger leur mise en œuvre.

Mme Nass a [comparé la version finale des amendements](#) avec ceux [proposés en février 2023](#), notant que les références à la thérapie génique ont été supprimées, tandis que le langage protégeant les droits de l’homme et la dignité, et affirmant la nature non contraignante des amendements, a été rétabli.

Il reste un point négatif dans le RSI, à savoir le fait de “[s’attaquer](#)” à la désinformation, mais le RSI ne dit pas aux nations comment s’y prendre”, a déclaré Mme Nass. Elle a également noté qu’avec ou sans ces amendements, la plupart des gouvernements [poursuivent leurs propres plans](#) de lutte contre la “désinformation” et les “fausses informations”.

Dans un autre [billet de Substack](#), Mme Nass a écrit que “les gens sont mécontents de diverses dispositions du document, sans se rendre compte que la plupart des questions qui leur déplaisent se trouvent dans le [RSI existant](#), et ce depuis de nombreuses années”.

Par exemple, le Dr Nass a cité les [certificats de vaccination](#), qui “ont toujours été dans le RSI”. Les changements apportés à cette disposition dans les nouveaux amendements “sont mineurs, par rapport à ce qui était proposé, et ... sont des recommandations, et non des ordres de l’OMS”.

“Ils n’auront pas besoin d’être numériques, ce qui est un point crucial, car ils devaient être la porte d’entrée de l’[identité numérique](#), de l’[argent numérique](#) et d’une [surveillance](#) massivement accrue. Ils doivent être signés par un médecin, ce qui était déjà le cas dans de nombreux pays”, a-t-elle ajouté.

Des questions subsistent quant à la légalité des nouveaux amendements au RSI, la version finale ayant été proposée moins de quatre mois avant l’Assemblée mondiale de la santé, en violation de l’article 55, section 2, du RSI existant. Au lieu de cela, le texte final a été publié le 1er juin et le vote a eu lieu [une heure avant la fin de](#) l’assemblée.

Mme Nass a déclaré au Defender que si certains pays, comme la Slovaquie, ont déjà rejeté les nouveaux amendements du RSI ou “ [...]ont [pris leurs distances](#), la plupart des pays ne prendront probablement aucune mesure, car “il ne s’est pas transformé en un document de référence, comme souhaité, et ne changera pas grand-chose dans la pratique pour les

nations”.

Elle a également noté que la plupart des pays auront “au moins dix mois pour éviter toute disposition qu’ils n’apprécient pas dans le document nouvellement modifié”, en notifiant simplement leur rejet à l’OMS.

Pour les pays qui ont rejeté les [amendements au RSI de 2022](#) qui créaient une période d’examen tronquée de 10 mois, la période précédente de 18 mois reste en vigueur, a déclaré M. Kruse au Defender. Ces modifications sont entrées en vigueur samedi.

Des milliers de personnes se sont rassemblées à Genève contre les propositions de l’OMS

Alors que l’OMS délibérait samedi sur les amendements au RSI, des milliers de manifestants se sont rassemblés devant l’Office des Nations unies à Genève pour la manifestation “We Are The Change” (Nous sommes le changement) contre les deux propositions de l’OMS. De nombreux participants avaient convergé vers Genève dans le cadre du cortège “[Road to Geneva](#)”.

Andrea Nazarenko, Ph.D., du réseau inspiré ([The Inspired Network](#)), l’un des organisateurs du rassemblement, a déclaré au Defender : “Il s’agit d’un effort collectif où chacun a joué un rôle et a créé quelque chose de bien plus grand que ce que nous aurions pu imaginer... lorsque 8 milliards de personnes se rassemblent et s’unissent, l’avenir est à nous.”

[Dan Astin-Gregory](#), de Free Humanity, qui a coorganisé le rassemblement, a déclaré : “La route de Genève était un magnifique convoi... Nous sommes tous ici pour défendre avec force la liberté, l’indépendance et le droit à l’autodétermination. Je suis vraiment fier de ce que nous avons créé”.

“Nous déclarons notre souveraineté et disons que le système est cassé”, a déclaré le [Dr Kat Lindley](#), présidente du Global Health Project et directrice du [Global Covid Summit](#). “Nous ne donnons pas à ces agences supranationales le pouvoir de nous dominer. La vérité est comme un lion. Vous n’avez pas à la défendre. Laissez-la en liberté et elle se défendra toute seule.”

Robyn Cosford, professeur et présidente du conseil d’administration de [CHD Australia](#), a déclaré à The Defender qu’elle s’était sentie “très renforcée et encouragée” par le “merveilleux sentiment d’unité” qui s’était dégagé du rassemblement.

Regardez le rassemblement ici :

Michael Nevradakis, Ph.D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)
Copyright © [Michael Nevradakis](#), [The Defender](#), 2024

Articles Par : **Michael**
Nevradakis

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca